

# Point de presse conjoint de MM. François Hollande, Président de la République, et Mariano Rajoy, président du Gouvernement du Royaume d'Espagne, sur la politique économique au sein de l'Union européenne, à Paris le 29 mai 2013.

LE PRÉSIDENT : « Mesdames et Messieurs, j'ai accueilli une nouvelle fois avec grand plaisir, Mariano RAJOY, le président du gouvernement du Royaume d'Espagne.

C'est une journée utile pour l'Europe car ce matin et cet après-midi, dans ce colloque où Mariano RAJOY est intervenu, il y a eu une large convergence de vue de tous les chefs de gouvernement ou ministres qui se sont exprimés et qui ont tous insisté sur les enjeux de la période pour la construction européenne.

Nous avons été capables depuis un an de prendre des décisions, notamment en juin dernier, pour mettre de la stabilité en Europe, pour lancer un pacte de croissance, pour définir des instruments. Cette année, au Conseil européen du mois de juin, nous devons donner la même force à nos propositions pour l'emploi.

Sur cette question, il y a une large unité de vue. Ce matin, j'ai moi-même reçu ici le ministre des Finances allemand, Wolfgang SCHAUBLE, la ministre de l'Emploi de la République fédérale. Il y avait également le ministre italien de l'Emploi et jeudi, je recevrai la Chancelière Angela MERKEL. Nous ferons une contribution qui insistera sur les questions que nous avons débattues avec Mariano RAJOY ce soir.

Première orientation : tout faire pour l'emploi des jeunes. Anticiper même sur ce que prévoit le budget européen, c'est-à-dire un plan de 6 milliards d'euros pour favoriser la formation, l'insertion, la mobilité des jeunes. Si nous pouvons engager une partie de ces sommes dès à présent, quitte ensuite à les imputer sur les budgets des années prochaines, je pense que cela peut-être une bonne formule pour l'emploi des jeunes.

Deuxième orientation : faire que les entreprises ce sont elles qui créent des emplois puissent mieux se financer et donc mobiliser les fonds de la BEI pour quelle puisse accorder des garanties, faire des prêts directs, soutenir la trésorerie de ces entreprises et également un certain nombre de projets d'investissements pour qu'il y ait une création d'activité et d'emplois plus rapide qu'il n'est prévu aujourd'hui.

Enfin, faire que les Etats qui ont des efforts à engager pour le redressement de leurs comptes publics, puissent avoir davantage de temps, dès lors que l'Europe connaît une récession depuis maintenant deux ans et qu'il y a toutes les justifications pour continuer à maîtriser la dépense publique mais éviter un certain nombre de prélèvements supplémentaires qui affecteraient la demande et affaibliraient les possibilités d'une croissance plus forte, et même la reprise.

C'est sur ces orientations que nous sommes également tombés d'accord avec le président du gouvernement espagnol.

Jeudi, je reçois la Chancelière. Il y aura également des réunions qui vont se tenir avec la Commission européenne et le Président VAN ROMPUY. Nous aurons au Conseil européen des décisions à prendre sur l'emploi, sur le financement européen, sur la BEI et sur tout ce qui peut favoriser la croissance.

Après, il y aura au début du mois de juillet une réunion de tous les ministres du Travail et de

l'emploi. La Chancelière d'Allemagne a fait cette proposition, j'y ai souscrit et nous nous retrouverons donc à Berlin le 3 juillet.

Il n'y a donc pas de temps à perdre. Le calendrier est connu, l'Europe est maintenant sortie de la crise financière. Elle doit faire en sorte de sortir de la crise tout simplement. »

MARIANO RAJOY : « Merci beaucoup M. le Président, mesdames et messieurs bonsoir. Encore une fois, je tiens à remercier le président HOLLANDE de m'accueillir ici si chaleureusement comme toujours.

Il a très bien expliqué le contenu de notre réunion. Nous sommes d'accord sur les questions essentielles, il a très bien expliqué également le contexte dans lequel se tient cette réunion, avant le Conseil européen qui aura lieu fin juin. Un Conseil qui, nous l'espérons, nous permettra de résoudre les problèmes essentiels, tangibles, des citoyens européens.

Je souhaiterais commencer par un bref rappel. Cela fait six trimestres consécutifs que l'Europe est en récession. Et l'Europe est la seule région du monde sans croissance économique, ce qu'il y a c'est une croissance économique négative. Comme la dit le président HOLLANDE, la crise financière ayant été surmontée, nous croyons que le moment est venu pour que les citoyens voient des retombées sur leur vie quotidienne. Nous faisons tous des efforts importants dans nos pays. Ce sont les citoyens surtout, qui doivent faire des efforts : nous avons dû prendre, les dirigeants politiques, des décisions complexes, difficiles, et nous pensons que l'Europe doit faire un pas en avant dans la bonne direction.

Concernant le Conseil européen de juin, il y a plusieurs questions. Le crédit : il faut faciliter la vie des PME, ce sont elles qui avec leurs efforts, leurs investissements, permettent à un pays d'aller de l'avant et ce sont elles qui créent des emplois. Il faut résoudre le problème de l'emploi des jeunes : il faut donner un emploi à ces jeunes qui voudraient travailler. Ce sont là les grands objectifs que nous devons atteindre.

J'ai dit au président HOLLANDE et je le dirai également au président VON ROMPUY et aux membres de la Commission, que nous voulons que la BEI, qui en ce moment consacre 10 milliards de euros pour le financement des PME, consacre 30 milliards de euros à ce financement. Cela aura des retombées importantes, nous voulons que le financement passe de 10 milliards à 30 milliards, nous voulons que la BEI garantisse les portefeuilles de prêt des PME, elle peut le faire, et cela va permettre de faire circuler le crédit vers les PME.

Ensuite, nous voulons que la BEI garantisse les opérations à l'export et les opérations à l'international de nos entreprises. La BEI peut jouer un rôle plus actif, plus clair, plus catégorique pour appuyer les PME. Et nous pensons que les différents pays européens peuvent se mettre d'accord sur ce point, et c'est une position que va défendre l'Espagne fin juin.

Il n'y a pas longtemps, M. DRAGHI, président de la Banque centrale européenne, a reconnu qu'il y avait des problèmes avec le financement des PME. Et il était en faveur d'ouvrir un dialogue interinstitutionnel pour résoudre les problèmes de financement des PME. Cette affirmation m'a plu, je pense qu'il faut la prendre en compte. Ce qui est important, c'est que la Banque centrale européenne applique cette décision, ce qu'a dit M. DRAGHI.

Quant à l'emploi des jeunes, il y a deux questions concrètes, essentielles, dont j'aimerais vous parler. Le président HOLLANDE a dit que six milliards de euros avaient été accordés dans le budget européen pour la période 2014-2020, six milliards pour l'emploi des jeunes, six milliards pour sept ans. Nous aimerions qu'avant même le 1er janvier 2014 cet argent puisse être utilisé, parce que la situation est urgente. J'insiste, ce problème est l'un des problèmes les plus importants que connaissent plusieurs pays d'Europe, notamment l'Espagne.

Par ailleurs, les mesures d'aide aux entreprises pour l'embauche des jeunes ne devraient pas être comptabilisées, ne devraient pas être pénalisées dans la procédure de déficit excessif. Ce serait une mesure temporaire mais une mesure essentielle, parce que durant un certain temps toutes les bonifications que les pays pourraient faire sur les cotisations sociales pour l'embauche des jeunes, ne seraient pas comptabilisées dans la procédure de déficit excessif.

Ce sont là les deux questions les plus importantes que nous avons abordées. Je tiens à dire également que tous nous espérons que, lors du Conseil de juin, il y aura des avancées concrètes

concernant l'union bancaire, que les décisions prises en juin dernière soient appliquées, qu'il y ait des avancées dans l'union économique et monétaire, et que les institutions et l'ensemble des membres de l'Union européenne aient toujours cela à l'esprit. Mais pour l'instant ce qui est urgent, c'est l'appui aux PME, l'accès au crédit et le chômage des jeunes. Merci. »

QUESTION : « Nous avons parlé d'un plan de 60 milliards d'euros pour lutter contre le chômage des jeunes. Quand ce plan pourra-t-il être mis en œuvre, quand pourra-t-il accéder aux citoyens ? Que pourra faire la France pour l'Espagne en ce sens et quelles vont être les contreparties de ce plan ? Est-ce qu'on va demander à l'Espagne plus de réformes du marché de l'emploi, est-ce qu'il y aura des contreparties ? »

Maintenant une question pour le président RAJOY, les données du déficit en Espagne aujourd'hui sont assez mauvaises, pire que l'année dernière, est-ce qu'il faudrait plus de coupes, des augmentations d'impôts, plus de réformes, que pensez-vous faire ? »

LE PRÉSIDENT : « Ce ne sont pas 60 milliards d'euros qui étaient prévus par les chefs d'État et de Gouvernement pour le prochain budget européen, ce sont 6 milliards d'euros sur la période 2014-2020 comme l'a rappelé le président RAJOY et pour les régions où il y a plus de 25% de taux de chômage des moins de 25 ans.

Nous voyons bien que si nous attendons et si nous diluons ce plan sur les cinq prochaines années, il y aura peu d'impact. Ce que nous proposons c'est d'anticiper avant même que le Parlement européen n'ait adopté le cadre financier - il le fera souverainement dans quelques jours, dans quelques semaines - une fois que ce sera fait, les États pourraient anticiper l'application de ce plan, de façon à prendre des mesures favorables à l'emploi des jeunes dès l'automne et trouver les financements correspondants l'année suivante. Les États feraient l'avance des frais, si je peux m'exprimer ainsi.

Il n'y aurait aucune condition qui serait posée, si ce n'est d'avoir un taux de chômage des jeunes supérieur à 25%. Mais hélas l'Espagne remplit cette condition et la France dans plusieurs de ces régions, aussi.

Voilà l'idée. Il y a celle qu'ajoute Mariano RAJOY, c'est de pouvoir décompter les sommes qui pourraient être engagées par les États en plus du plan européen, du calcul du déficit public pour les recommandations de la Commission européenne. Tout ça sera sur la table au prochain Conseil européen. »

MARIANO RAJOY : « Je crois que le président HOLLANDE a parfaitement répondu à la première question. Je tiens simplement à rappeler que la BEI, la BCE, peuvent agir et cela est important, c'est ce que j'ai dit tout à l'heure.

Quant aux données du déficit de cette année, ce sont des données très partielles. On ne peut pas encore faire une évaluation définitive et prévoir ce qui va se passer. Je tiens à dire, je l'ai déjà dit aux différents présidents de mon parti et je le dirai aux différentes institutions, notre engagement envers le déficit public est un engagement que nous devons respecter avant tout.

Je crois que la Commission européenne s'oriente vers des mesures plus intelligentes, plus flexibles, elle accepterait une réduction du déficit plus modérée, plus tranquille.

Tous, nous voulons renouer avec la croissance et nous voulons créer des emplois. Pour cela, il faut des comptes publics sains. Le Gouvernement va agir en ce sens, comme il l'a fait l'année dernière. Les communautés autonomes, les collectivités locales vont également faire les efforts nécessaires, comme elles l'ont déjà fait, pour respecter les objectifs du déficit, parce que cela est nécessaire afin de renouer avec une croissance durable, soutenable et pour créer de l'emploi. Certes il y a d'autres mesures qui sont nécessaires comme nous venons de le dire tous les deux à l'instant. »

QUESTION : « Monsieur RAJOY, François HOLLANDE a présenté ce matin, un plan d'action franco-allemand pour l'emploi des jeunes. Or, l'Espagne est, avec la Grèce, l'un des pays les plus concernés par cette question. Est-ce que vous regrettez de ne pas être associé de manière et pleinement à cette initiative ? »

Et vous, Monsieur HOLLANDE, certains disent dès à présent que les 6 milliards d'euros prévus par le projet de budget européen sont une goutte d'eau dans l'océan, est-ce qu'il faut penser dès à présent à y consacrer des sommes plus importantes ? »

présent à y consacrer des sommes plus importantes : »

MARIANO RAJOY : « Est-ce que j'aurais aimé participer à ce plan pour l'emploi des jeunes ? Je tiens à vous dire que l'Espagne a présenté ses propositions, que je suis là avec le président de la République française et que je vais parler avec d'autres personnes qui seront présentes lors du Conseil européen en juin. Je vais également rencontrer les membres de la Commission, je vais rencontrer M. VAN ROMPUY. Ce qui me rassure aujourd'hui, c'est de voir que, sur les questions essentielles, nous sommes d'accord et que ce sont ces sujets que nous traiterons au Conseil européen, Monsieur HOLLANDE et moi-même.

Nous voulons que ces mesures soient approuvées le plus tôt possible et qu'elles commencent à fonctionner tout de suite. Nous avons apporté notre contribution, d'autres ont apporté d'autres contributions. Ce qui est important, c'est que ce soient des mesures utiles, efficaces que tout le monde puisse comprendre et des mesures que l'on puisse appliquer maintenant. Le moment est venu d'exécuter, de mettre les choses en pratique, de lancer un message clair car évidemment l'union bancaire, l'union fiscale, c'est quelque chose de très important mais cela est moins important pour les gens. Aujourd'hui la situation presse. Nous avons surmonté une crise financière très importante. J'insiste, l'Europe est la seule région du monde où il n'y a pas de croissance et les gens se posent la question. Ils ont raison de se poser la question, pourquoi les autres pays sont-ils en croissance et pas l'Europe. Il y a quelque chose que l'on fait mal. Il faut répondre à cette question lors du Conseil de juin, la question des PME, l'emploi des jeunes, le crédit, ce sont là des questions essentielles et j'espère que tous nous serons capables d'être à la hauteur des circonstances au Conseil de juin. »

LE PRÉSIDENT : « Quand l'Allemagne et la France ne sont pas d'accord, vous vous interrogez. Quand l'Allemagne et la France sont d'accord vous vous inquiétez. Je ne sais pas comment faire. L'essentiel est que sur ces questions-là, comme d'ailleurs sur d'autres, nous puissions, la France et l'Allemagne, avancer ensemble. C'est la meilleure façon de parvenir à mobiliser l'ensemble des Européens.

Il se trouve que les ministres français et les ministres allemands de l'économie et des finances et du travail et de l'emploi se sont accordés pour avancer un certain nombre de propositions pour l'emploi des jeunes, qui d'ailleurs rejoignent celles que nous avons nous-même présentées à l'instant, le président du Gouvernement espagnol et moi-même. Ce qui veut dire que nous sommes confiants dans l'issue du Conseil européen à condition que nous créions une certaine dynamique.

Et je crois que les choses sont bien engagées. Pourquoi sont-elles bien engagées ? Parce que nous sommes sortis de la crise financière, mais surtout parce que nous sommes conscients de ce qu'aujourd'hui les jeunes vivent en Europe, c'est-à-dire des taux de chômage exceptionnellement élevés, une désespérance, une rupture générationnelle. Et c'est parce que nous sommes face à cet enjeu-là, à ce risque-là, que nous sommes mobilisés. France et Allemagne, Espagne, Italie également, grands pays qui peuvent être plus concernés que d'autres, compte tenu de leur situation économique. Mais j'ai plus espoir, j'ai la certitude qu'au Conseil européen nous aurons des propositions fortes qui seront dégagées. Sur les six milliards d'euros, pour l'instant ils ne sont même pas encore votés. Ce que je demande c'est que nous puissions même anticiper une fois que le Parlement européen se sera prononcé, et puis ensuite si la situation ne s'améliore pas, et que les sommes prévues sont déjà consommées, et bien nous les compléterons. Parce que nous avons obtenu, dans le cadre de la négociation sur le budget européen, la flexibilité, c'est-à-dire la possibilité de transférer des sommes d'une dépense à une autre. Et moi, je considère que la dépense la plus prioritaire c'est la dépense pour l'emploi.

QUESTION : « Bonsoir Messieurs les présidents, une question pour le président RAJOY, pour les affaires internes. Nous avons pu remarquer qu'il y a des divergences entre les « barons », les « éléphants » régionaux du Parti populaire. Si ces divergences se poursuivent, est-ce que vous seriez disposé, monsieur le Président, à imposer votre critère, même si ce critère ne plait pas à toutes les parties ? Que pensez-vous, monsieur RAJOY du rôle des ex-présidents en Espagne ?

MARIANO RAJOY : « Chaque fois qu'il y a un débat sur le financement des régions, ou des questions en lien avec le financement des régions, il y a des divergences d'opinion, c'est clair.

Mais les divergences d'opinion n'ont rien à voir avec l'idéologie de la personne qui est à la tête du Gouvernement. Quand on débat un modèle de financement autonome, chacun défend sa région. L'argent doit être réparti en fonction du nombre d'habitants, d'autres disent, non, pas en fonction du nombre d'habitants mais en fonction du vieillissement de la population, de la répartition de la population, il y a toujours des critères divergents. Je ne me suis pas présenté à cette réunion comme un président du Gouvernement, c'était une réunion du Parti populaire, nous avons partagé nos avis, nous avons discuté, et comme je m'en doutais, mais la décision n'a pas encore été prise, la décision sera prise en juin concernant l'objectif de déficit de l'Espagne. Une fois que nous saurons quelle est cette décision, et bien nous parlerons avec les régions. Cette fois, d'un point de vue institutionnel, nous parlerons avec les présidents des régions, quelle que soit leur nature politique, nous verrons quels sont les objectifs que les régions doivent remplir. Il est impossible de faire plaisir à tout le monde, c'est clair, mais cela a toujours été le cas. Mais au bout du compte, c'est toujours le consensus qui s'impose, je ne veux rien imposer, ce que je veux c'est obtenir le plus grand consensus possible. Mais en même temps, c'est vrai, je dois vous dire qu'une répartition du déficit par Communauté autonome est quelque chose qui doit exister, il faut le faire. Si les gens travaillent de façon constructive et abordent les questions de façon constructive, et bien nous réussirons à nous mettre d'accord. Il y a quelques temps, l'objectif de déficit était de 0,7, maintenant on parle de 1,2. Imaginez si c'était 0,7, nous n'aurions plus cette discussion mais nous aurions un problème énorme, vous pouvez vous imaginer.

Concernant le rôle des ex-présidents du Gouvernement, qu'ils fassent ce qu'ils veulent voilà, ils agissent comme ils l'entendent. Je considère qu'ils veulent les meilleures choses pour leur pays et je suis sûr que si on leur demandait leur aide, ils nous la fourniraient. Merci. »

QUESTION : « Dans l'affaire Bernard Tapie / Crédit Lyonnais, un jugement a été rendu, un accord avait été trouvé. Il est aujourd'hui contesté, il était favorable à Bernard Tapie. Est-ce que l'Etat va se constituer partie civile, comme l'affirment certains articles de presse, pour le moment non démentis par le gouvernement ? »

LE PRESIDENT : « Je n'ai pas tous les éléments encore de cette affaire. Mais ce que je veux dire comme principe - et cela vaut pour toutes les situations - c'est que l'Etat défendra toujours ses intérêts en temps utiles et pour accéder aussi aux informations. Voilà la réponse que je peux vous faire. Merci. »